



COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

CONTACT@COMITES-SR.ORG

WWW.SYNDICALISTE.ORG

*D'une mobilisation de jeunesse, allons vers une **mobilisation générale** !*



Depuis la fin septembre, la France métropolitaine est traversée par un puissant mouvement social qui surprend la population, les médias, les gouvernants, les organisations politiques et nos propres syndicats. Après la défaite du mouvement contre la réforme des retraites de 2023, les luttes à l'échelle du pays semblaient bien aseptisées par les échéances électorales à venir, sans que les syndicats ne parviennent ou ne souhaitent (selon les cas) imposer leur propre agenda. Si les revendications des organisations de jeunesse et de l'intersyndicale de l'éducation sont reprises sur les plateaux téléés, le malaise qui s'exprime est bien plus grand.

L'aura de la jeunesse en lutte

La révolte est d'abord le fruit de profonds souhaits d'égalité dans des territoires historiquement délaissés par les pouvoirs publics. Elle est partie de Mayotte, de Guyane et des Antilles avant de rejoindre la métropole et notamment les quartiers populaires d'Île-de-France. Puis dans chaque département, plus ou moins mobilisés selon les réalités locales, les revendications se sont élargies autour de la nécessité de changement de rôle de l'institution scolaire qui vise à discipliner les jeunes et plus largement autour du racisme structurel, de la poussée de l'extrême-droite ou encore de l'inaction face aux changements climatiques. Nous saluons avec bonheur les lycéen·nes et étudiant·es qui viennent contester frontalement l'ordre social dominant et qui font écho aux revendications du monde du travail.

L'envie d'exister librement en dehors des heures de cours avec la fin du « 8h-18h » est la traduction scolaire de la réduction du temps de travail. En moins d'un mois, ce mouvement offensif a été massivement soutenu dans la population, prouvant une fois de plus que **l'hégémonie de la bourgeoisie est largement fragilisée : la bataille d'aura est gagnée par KO.**





Quelles tâches pour le syndicalisme ?

Mais la lutte n'est pas gagnée pour autant et une intervention syndicale confédérée paraît indispensable pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, pour éviter la récupération que les partis et groupuscules de gauche et d'extrême-gauche ne manquent pas d'initier. Sous couvert d'Assemblées Générales soit-disant « autonomes », ces organisations affinitaires ne jouent que leur propre partition à l'orée des échéances présidentielles, législatives ou simplement pour recruter de nouveaux et nouvelles partisan·es. Ils entretiennent la confusion dans la fonction des outils : **c'est à une organisation sociale (confédération syndicale) de construire des mobilisations sociales car elle est fondamentalement structurée pour relier l'entièreté du prolétariat.**

Les partis et groupuscules captent des fractions de notre classe et la désorganisent, sans parfois même s'en rendre compte. Il est inefficace d'appeler à la grève depuis un parti affinitaire et ne parlons pas de la construire. Ensuite, par le constat de l'état des organisations syndicales lycéennes et en formation professionnelle. La plupart du temps, ce sont des structures sans implantation, en dehors de

quelques grandes villes, et incapables d'organiser seules les mobilisations actuelles.

Cela n'a pas échappé aux militant·es syndicalistes qui dès les premiers jours se sont mobilisé·es aux côtés des lycéen·nes sur les blocus et dans les manifestations : d'abord celles et ceux issu·es des syndicats de l'éducation puis ensuite d'autres champs professionnels, parfois eux-mêmes et elles-mêmes parents d'élèves, participant souvent à l'interpro au travers de la vie des Unions Locales et Départementales. La présence de nos camarades auprès de la jeunesse a souvent laissé une image très favorable du syndicalisme et de sa capacité d'organisation. **Cette présence a également permis de témoigner et de documenter l'archi-violence de la répression policière et administrative contre des adolescent·es.**

Mais nos organisations syndicales ne sont pas exemptes de tous reproches dans la période. Si le soutien aux mobilisations des jeunes est là, nous ne pouvons que regretter le manque de volonté de soutenir rapidement tout ce qui ne serait pas d'origine purement syndicale. Plutôt qu'à passer son temps à écrire des communiqués « demandant » ; « exigeant » ; « réclamant » des choses au gouvernement et aux politicien·nes (même de gauche), **soyons au cœur du mouvement !**

Ouvrons nos syndicats aux jeunes

Considérons les jeunes qui luttent comment partie prenante de notre classe sociale, intervenons partout pour remettre la centralité du travail, du lien entre la formation, les qualifications, l'activité professionnelle et la retraite et cherchons à engager chacun·e dans la lutte. Les lycéen·nes ne sont pas organisé·es démocratiquement ? Invitons-les à nos réunions pour qu'ils et elles voient comment on fonctionne ; c'est l'occasion d'une transmission accélérée de la culture du mandat. Les jeunes en CFA et lycée pro sont invisibilisées ? Organisons des rencontres et allons leur proposer notre aide avec les syndicats professionnels de leur territoire et les commissions jeunes correspondantes.

La présence de nos camarades auprès de la jeunesse a souvent laissé une image très favorable du syndicalisme et de sa capacité d'organisation

Poussons les bahuts à se mettre en action et à se coordonner en fonction des filières de formation présentes. Ouvrons nos locaux et les bourses du travail, et pas qu'à 2-3 représentant·es de syndicats lycéens, pour des réunions, mais aussi pour la préparation de matériel de manif et apprenons-leurs à animer efficacement leurs mobilisations si ils et elles en font la demande ; certain·es se débrouillent déjà très bien.

Ces pistes de travail syndical doivent être lancées rapidement et se construiront sur la durée. La mobilisation actuelle souligne plus que jamais la nécessité de développer des syndicats de branche, ou syndicats professionnels de territoire, susceptibles d'intégrer les jeunes travailleur-euses de leur branche en leur sein, en formation ou non.

Ce n'est qu'en s'organisant ensemble au quotidien et en comprenant les problèmes de chacun-e que les plus vieux prendront en compte les jeunes, se sentiront assez solidaires pour se mobiliser avec elles et eux et seront convaincu-es de leur propre intérêt à rejoindre et à vivre cette lutte comme la leur.

Pour cela, les jeunes en formation doivent être des camarades reconnu-es comme tel-les dans les syndicats, même si ils et elles ne sont pas encore en emploi. Ces syndicats dans lesquels jeunes en formation et salarié-es se retrouvent doivent donc nécessairement dépasser le périmètre de l'entreprise pour permettre une socialisation totale.

L'importance du syndicalisme de branche se fait d'autant plus ressentir dans les territoires où les jeunesses se sont moins mobilisées, rurales et/ou plus isolées. Ce sont les territoires où les organisations lycéennes sont souvent inexistantes, les organisations syndicales en général affaiblies et où le maillage territorial même de la CGT, plus grosse organisation de classe et de masse, est le plus dégradé. Il est donc crucial de mettre un coup d'accélérateur à tous les projets actuels de développement de ces syndicats, et à en faire émerger

d'autres. Arrêtons de disperser nos forces face à l'ennemi.

Pas de sous-traitance syndicale !

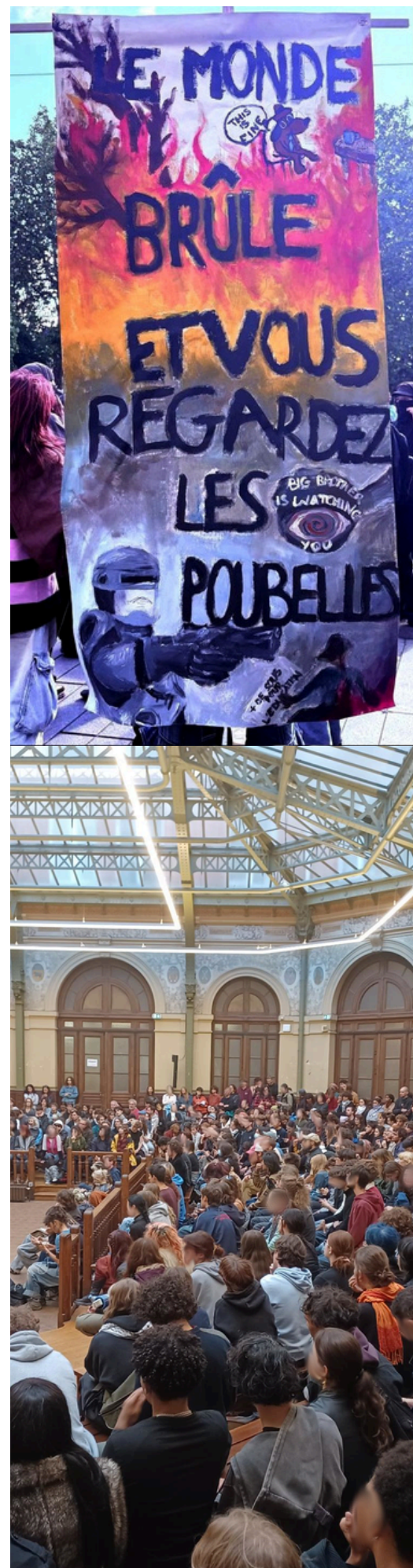
Parmi les camarades qui ne sont pas de l'éducation, il peut exister la tentation de sous-traiter aux syndicats de la branche une lutte qui reprend leurs revendications professionnelle, en considérant que « chacun ses problèmes ».

Cette tentation est d'autant plus forte dans la mesure où, au sein des confédérations, les syndicats de l'éducation sont certes dynamiques mais minoritaires ; alors qu'au sein de la FSU ultra majoritaire dans l'éducation, les syndicats hors de cette branche se limitent à quelques syndicats territoriaux encore plus minoritaires.

On voit là que les difficultés à construire rapidement un véritable projet d'unification syndicale entre la CGT, la FSU et Solidaires ont des conséquences importantes dans la période en termes de massification du mouvement.

Serait-il possible de prendre appui sur la mobilisation en cours, et tous les espoirs qu'elle suscite, pour accélérer ces projets historiques ? Il faut le souhaiter. Quoi qu'il en soit, laisser les travailleur-euses et les usager-es de l'éducation défendre seul-es ce qui en réalité concerne tout le monde est la garantie de laisser passer une opportunité majeure d'avancées professionnelles significatives pour tous et toutes, voire de changement de société.

Ce n'est qu'en s'organisant ensemble au quotidien [...] que les plus vieux prendront en compte les jeunes



Un octobre rouge ?

Au cœur de cette mobilisation de jeunesse s'est greffé un revival stratégique des gilets jaunes, le samedi 17 octobre. Cette journée a su déborder la police et les parcours de manifestation classique, allant jusqu'aux émeutes dans un certain nombre de métropoles et grandes villes. De nombreuses organisations politiques en profitent pour défendre un discours spontanéiste qui voudrait voir arriver une rupture révolutionnaire par une répétition de ce genre de journées. A suivi la journée du samedi 24 octobre et potentiellement d'autres samedis à venir. Mais ce sont simplement des manifestations lors des jours de repos et non pas de véritables grèves : avec ou sans débordements, les patrons (commerçants mis à part) ne sont pas touchés au portefeuille, la circulation du capital n'est pas atteinte. La manifestation ne pose que très peu la question du pouvoir sur le travail et la vie quotidienne. Cela permet donc à certain-es travailleur-euses de ne pas se poser la question de l'organisation syndicale au quotidien face au patronat de leur profession.

En tant que syndicalistes révolutionnaires, nous ne condamnons pas les violences qui émergent des mobilisations. Cependant nous ne soutenons pas la « stratégie de l'émeute ». La seule logique d'affrontement avec la police dans la rue ne mènera pas à construire un contre-pouvoir durable sur le long terme. Faire la révolution oui, encore faut-il l'organiser,

car nous ne croyons pas qu'elle arrivera spontanément après le recul d'une ligne de CRS ou l'incendie d'un office du tourisme. Il ne peut y avoir de transformation sociale sans une préparation et une adhésion majoritaire à la société future, ni sans l'organisation de ses modes de productions économiques. Sans des millions de grévistes, il est illusoire d'espérer la fin de « l'époque contemporaine ». La violence peut aussi être un repoussoir notamment vis-à-vis des travailleurs et travailleuses qui craindraient pour leur sécurité ou celle de leurs enfants en cas de participation aux manifestations.

***La seule logique
d'affrontement avec
la police dans la rue
ne mènera pas à
construire un contre-
pouvoir durable***

Quand à une date de grève interprofessionnelle annoncée le 5 novembre par une intersyndicale unie, elle ne règle rien. La question n'est pas de connaître le jour et l'heure (débat qui a occupé une journée complète de débat dans la CGT fin août !) mais de savoir ce que mettent en place nos syndicats pour organiser rapidement des Assemblées Générales. Comment rentrer en lutte avec l'état réel du rapport de force ? En avons-nous seulement la capacité ? La question reste la même lorsque la CGT se fait plus franche par la voix de Sophie Binet et appelle à « généraliser la grève le 5 novembre et après » : l'enjeu n'est pas sa déclaration par les têtes d'affiche syndicale, mais sa construction par les équipes militantes.

Tout au long d'octobre, les appels à la mobilisation timorés de certaines fédérations syndicales, sans préparation ou appels déposés, ont empêché les salarié-es les plus motivé-es de savoir si ils et elles pouvaient vraiment se mettre en grève rapidement.

Nous savons que le travail de fond qui consiste à œuvrer au quotidien sur son lieu de travail et d'habitation est indispensable. Convaincre ses collègues de se syndiquer et de s'organiser contre la première marche de l'exploitation capitaliste : le patron. Structurer notre contre-société et ses organisations grâce à une stratégie actualisée de la double-besogne pour pouvoir intervenir dans l'intégralité de la vie des travailleurs et travailleuses. Réapprendre ensemble à préparer l'avenir pour ne pas nous contenter de révoltes isolées. Nos brochures et formations développent nos objectifs, stratégies et tactiques.

Les CSR se mettent comme toujours à disposition des militant-es syndicalistes qui souhaitent se réapproprier les outils historiques du mouvement ouvrier afin de se doter d'une vraie capacité à prendre en main nos luttes.

**La Commission Exécutive de
la Fédération des CSR**

